

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**











---

**Port de Plaisance et de Pêche Ajaccio Tino Rossi  
Renouvellement des automatismes du parking "Tino  
Rossi"**

---

**Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse  
Rue Adolphe Landry  
CS 10210  
20293 BASTIA CEDEX 1  
Tél : 0495515555 (AJACCIO)**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Port de Plaisance et de Pêche Ajaccio Tino Rossi Renouvellement des automatismes du parking "Tino Rossi"
	Type de contrat	Pour la partie fourniture : Marché ordinaire Pour la partie maintenance : Accord cadre avec maximum
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	<b>Pour la partie fourniture :</b> Délai d'exécution (approvisionnement et installation) : 6 semaines, démarrage de l'installation des matériels sur site le 1 <sup>er</sup> octobre 2026  <b>Pour la partie maintenance :</b> Période initiale qui démarre à compter de la réception définitive des installations après essais jusqu'au 31 décembre 2027. Pour les périodes suivantes du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre
	Reconduction	Avec (pour la partie maintenance)
	Prix	Pour la partie fourniture : Prix global forfaitaire  Pour la partie maintenance : Prix Unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec (pour la partie fourniture)

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande (pour la partie maintenance) .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	5
4.1 - Délai d'exécution .....	5
4.2 - Reconduction .....	5
4.3 - Pièces et attestations à fournir dans le cadre de Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	5
5 - Prix .....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
5.2 - Modalités de variation des prix .....	5
6 - Garanties Financières .....	6
7 - Avance (pour la partie fourniture) .....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	7
8 - Modalités de règlement des comptes .....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	8
8.4 - Paiement des cotraitants .....	8
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
10 - Développement durable .....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
11.1 - Vérifications .....	9
11.2 - Décision après vérification .....	9
12 - Garantie des prestations .....	9
13 - Maintenance .....	9
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	10
15 - Pénalités .....	10
15.1 - Pénalités de retard .....	10
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	10
16 - Assurances .....	10
17 - Clause de réexamen (pour la partie maintenance) .....	10
18 - Résiliation du contrat .....	11
18.1 - Conditions de résiliation .....	11
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
19 - Règlement des litiges et langues .....	12
20 - Dérogations .....	12

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
**Port de Plaisance et de Pêche Ajaccio Tino Rossi Renouvellement des automatismes du parking "Tino Rossi"**

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Le marché ne sera pas alloté pour des raisons techniques et économiques.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Pour la partie travaux : Marché ordinaire.

Pour la partie maintenance : Accord-cadre avec maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande

**Maximum pour la période initiale: 70 000 € HT**

(Le montant sera identique pour chaque période de reconduction)

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande (pour la partie maintenance)

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de : **1 mois**.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)(pour la partie fourniture)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)(pour la partie maintenance)
- L'offre technique et financière du titulaire

### 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4 - Durée et délais d'exécution

#### 4.1 - Délai d'exécution

**Pour la partie fourniture :**

Le délai d'exécution (approvisionnement et installation) est de : **6 semaines**.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché, démarrage de l'installation des matériels sur site le 1<sup>er</sup> octobre 2026.

**Pour la partie maintenance :**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale à compter de la date de réception des installations après essais jusqu'au 31 décembre 2027.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixées à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

La maintenance démarre à compter de la réception définitive des installations après essais.

#### 4.2 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de : période initiale + 3 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

#### 4.3 - Pièces et attestations à fournir dans le cadre de Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CCIACS, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.  
A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 18.1 du présent CCAP.

### 5 - Prix

#### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

**Pour la partie fourniture :**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

**Pour la partie maintenance :**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### 5.2 - Modalités de variation des prix

**Pour la partie fourniture :** Les prix sont fermes actualisables.

### Pour la partie maintenance :

1. Principe : Les prix de l'accord-cadre sont révisables une fois par an, à l'initiative du titulaire, sans effet rétroactif, à la date anniversaire du premier mois d'exécution des prestations. La demande de révision est formulée par écrit par le titulaire, au plus tôt à la date anniversaire et au plus tard dans les trente (30) jours qui la suivent, avec mention de la référence de publication de l'index utilisé. À défaut de demande dans ce délai, la révision n'est pas appliquée pour la période écoulée.
2. Index de référence : L'index de référence initial (Index(o)) est l'ICHT-M « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » publié par l'INSEE au titre du premier mois d'exécution des prestations.
3. Index de révision : Pour chaque révision annuelle, l'index de comparaison (Index(n)) est la valeur du même index publiée au mois précédant la date anniversaire du marché.
4. Formule de calcul :
5. La révision s'effectue par application de la formule :  
Formules  $C_n = 15.0\% + 85.0\% \text{ (ICHT-M (n) / ICHT-M (o))}$
- Selon les dispositions suivantes :  
Cn : coefficient de révision  
Index(n) : valeur de l'index au mois de révision  
Index(o) : valeur de l'index du premier mois d'exécution
6. Application : Les prix révisés s'appliquent à compter de la date anniversaire et demeurent stables pendant l'année contractuelle suivante. La révision n'a pas d'effet rétroactif et aucune variation provisoire n'est appliquée, sous réserve de la clause 7 ci-après.
7. Publication de l'index : L'index ICHT-M est publié par l'INSEE, qui fait foi. Toute reproduction, notamment au Moniteur des Travaux Publics, n'a qu'une valeur informative.
8. Indisponibilité temporaire de l'index : Si, à la date de révision, la valeur de l'Index(n) n'est pas encore publiée par l'INSEE, le calcul de la révision est effectué en retenant le dernier indice publié connu à cette date, considéré comme définitif. Toutefois, si l'indice définitif ultérieurement publié diffère de plus de trois pour cent (3 %) par rapport à l'indice ainsi retenu, le titulaire peut demander une régularisation limitée à la différence constatée. Il appartient au titulaire de se rapprocher de la CCI dans un délai de trente (30) jours suivant la publication de l'indice définitif afin de mettre en œuvre cette régularisation.
9. Évolution ou changement de base de l'index : En cas de changement de base, de méthode de calcul ou de disparition de l'index ICHT-M, il sera procédé, sans modifier l'économie du marché, à l'utilisation de l'index successeur ou d'un index équivalent publié par l'INSEE.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance (pour la partie fourniture)

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (format PDF). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001457400011

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.



## 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

Port de Plaisance et de Pêche Ajaccio Tino Rossi  
20000 AJACCIO

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

## 10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par la personne désignée sur site.

### 11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## 13 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire à compter de la date d'admission des matériels pour la maintenance préventive, et à l'issue de la période de garantie pour la maintenance curative. Pour la période initiale à compter de la date d'admission des matériels, jusqu'au 31 décembre

2027 reconductible pour 3 période de 1 an. Les conditions de cette maintenance sont définies à article 32 du CCAG-FCS.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

Les stipulations qui suivent s'entendent pour un retard constaté par rapport au délai d'exécution fixé au CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 15,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Clause de réexamen (pour la partie maintenance)

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

#### **1/Evolution des normes et de la réglementation :**

Durant l'exécution du marché, en cas d'évolution de la réglementation ou modifications des normes en vigueur portant modification des matériels, le titulaire s'engage à avisé le pouvoir adjudicateur de ces modifications, et à présenter les nouveaux matériels. Le marché pourra alors être modifié dans les conditions suivantes :

- Après justification du titulaire de l'évolution de la réglementation (attestations, recommandations, etc....)
- Après acceptation du pouvoir adjudicateur, il sera alors établi des prix nouveaux au sein du BPU, ces modifications donneront lieu à la signature du document par les deux parties.

**2/Prix nouveaux :** Dans le cas où il serait nécessaire d'établir un prix nouveau au sein du BPU, le marché pourra faire l'objet d'un réexamen afin d'ajouter, modifier ou supprimer des catégories de prestations dans le BPU. Ces modifications ne pourront intervenir jusqu'à deux fois par an et ne pourront porter que sur 30% maximum des lignes du BPU (en création ou modification). Elles devront faire l'objet d'une négociation avec le titulaire et d'une signature d'un document par les deux parties.

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bastia est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Dérogations

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services